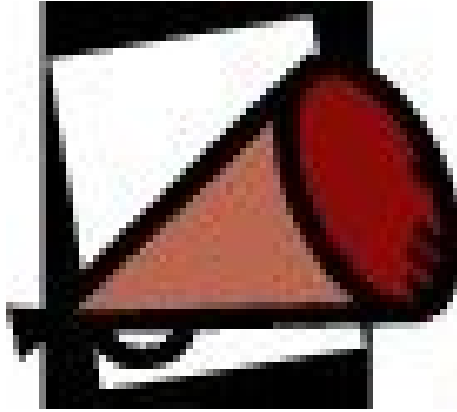


<https://www.pressegauche.org/Quebec-solidaire-demande-des-garde-fous-pour-l-octroi-des-contrats-publics>



Québec solidaire demande des garde-fous pour l'octroi des contrats publics

- Communiqués -

Date de mise en ligne : mercredi 13 mai 2020



Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 13 mai 2020 - Le député de Rosemont et responsable pour Québec solidaire en matière de justice économique et fiscale, Vincent Marissal, presse le gouvernement de la CAQ de mettre en place des balises claires pour garantir plus de transparence dans l'octroi des contrats publics.

« Ça fait deux mois que le Québec est plongé dans un état d'urgence sanitaire et que le gouvernement octroie des contrats publics de gré à gré à des entreprises privées sans passer par les appels d'offres habituels. Je peux comprendre qu'en période de crise, on doit agir rapidement et revoir certains processus, mais la pandémie ne justifie pas que les contrats publics deviennent un bar ouvert pour les grandes entreprises. Le gouvernement doit nous expliquer quelles balises et quels critères sont utilisés pour choisir une entreprise plutôt qu'une autre. C'est une question de transparence », martèle M. Marissal.

Alors qu'un contrat de 1,7 million \$ a été récemment conclu avec la firme de conseil McKinsey pour aider le gouvernement à élaborer son plan de déconfinement, le député solidaire s'interroge sur la vision qui guide les choix du gouvernement dans l'octroi des contrats de gré à gré.

« Sur quels critères le gouvernement se base-t-il quand il décide de confier son plan de déconfinement à une firme privée qui n'a aucune expertise en la matière ? Pourquoi ne pas confier l'élaboration de ce plan à la Santé publique du Québec puisque c'est elle qui, ultimement, doit approuver ce plan ? Bien des questions restent sans réponse pour le moment », souligne M. Marissal.

Le député solidaire de Rosemont incite le gouvernement à présenter rapidement un échéancier pour un retour au processus habituel dans l'octroi des contrats de l'État. M. Marissal invite également le gouvernement à favoriser l'octroi de contrats publics à des entreprises québécoises plutôt qu'à des grandes firmes étrangères lorsqu'il n'est pas possible de recourir à une expertise interne à l'État.

« MM. Legault et Fitzgibbon nous martèlent depuis des semaines qu'on doit acheter local et encourager nos entreprises d'ici, mais lorsque vient le temps de montrer l'exemple, les bottines ne suivent pas les babines. Le gouvernement continue de faire appel à des multinationales étrangères comme KPMG ou McKinsey pour ses plus gros contrats au lieu de favoriser l'achat local comme il exhorte la population à le faire », conclut M. Marissal.